

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5962 C°

Service Central : *Service de la Région*

Région : *parisienne*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Création de dépôt de colis à Paris (livraison à domicile
voiture à bras)
formalités à remplir*

Références : *V. 6095 C° & 6255 C°*

Observations :

D° N° 5962 C° ; Aff. : *Création de dépôt de colis à Paris (livraison à domicile)*

Lg. N° 59620

Paris, le 6 Mars 1902

CJ

V. ref. E. 31. Ex. N. Serp.

Monsieur le Chef de la Division commerciale
de la Région du Nord

18, rue de Valenciennes Paris

Vous avez bien voulu me demander par votre lettre
du 27 février ci-jointe quelles seraient les formalités à remplir
auprès de l'Administration préfectorale pour régulariser l'ouverture
des dépôts de colis créés à Paris en vue de la distribution à
domicile par voiture à bras.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans la mesure
où ces dépôts ne seront chargés que des opérations matérielles
de réception, mise en dépôt et livraisons des colis aux destinataires,
on ne saurait y voir, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat,
un établissement distinct ~~de tout~~ établissements de la S.C.F.

Au regard notamment de l'application du décret

du 9 septembre 1939 sur la création et l'extension des commerces, l'art.
20 de son Cahier des Charges ^{imposant} ~~faissant~~ à la SECT ~~une~~ obligation de
~~faire, par elle-même ou par intermédiaire, la livraison des~~ ^{remettre les} marchandises
au domicile des destinataires, il ne saurait lui être fait grief ~~de~~
~~d'adapter~~ ^{d'adapter} aux
~~services~~ ^{selon les} circonstances, l'organisation matérielle de
ses services de maintenance et de camionnage. ~~La~~ ^{La} modification
des modalités d'exécution de ces services ne ~~saurait~~ ^{peut} être considérée,
en l'espèce, comme une extension de commerce.

Les dépôts envisagés seront toutefois passibles du droit propor-
tionnel de patente, d'après leur valeur locative exprimée par le loyer
porté au bail. Mais il appartient aux Contrôleurs des Contributions
de constater leur existence, soit au cours de ^{leur} ~~son~~ recensement, soit
lors des déclarations à faire par les propriétaires entre le 1^{er} et le 15
octobre de chaque année. Votre Service n'a connu pas de formalité
particulière à remplir à cet égard.

Le Chef du Contentieux :
Rigault

Non versé
Aix 10/10/39

S.J.

5.962 C^o

V. Réf.E. 31 Ex.N.Serp.

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région du Nord

18, rue de Dunkerque, PARIS.

Vous avez bien voulu me demander par votre lettre du 27 février écoulé quelles seraient les formalités à remplir auprès de l'Administration préfectorale pour régulariser l'ouverture des dépôts de colis créés à Paris en vue de la distribution à domicile par voiture à bras.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans la mesure où ces dépôts ne seront chargés que des opérations matérielles de réception, mise en dépôt et livraison des colis aux destinataires, on ne saurait y voir, d'après la Jurisprudence du Conseil d'Etat, un établissement distinct de la S.N.C.F.

Au regard notamment de l'application du décret du 9 septembre 1939 sur la création et l'extension des commerces, l'art. 20 de son Cahier des Charges imposant à la S.N.C.F. l'obligation de remettre les marchandises au domicile des destinataires, il ne saurait lui être fait grief d'adapter aux circonstances l'organisation matérielle de ses services de manutention et de camionnage. La modification des modalités d'exécution de ces services ne peut être considérée, en l'espèce, comme une extension de commerce.

Les dépôts envisagés seront toutefois passibles du droit proportionnel de patente, d'après leur valeur

locative exprimée par le loyer porté au bail. Mais il appartient aux Contrôleurs des Contributions de constater leur existence, soit au cours de leur recensement, soit lors des déclarations à faire par les propriétaires entre le 1er et le 15 octobre de chaque année. Votre Service n'a donc pas de formalité particulière à remplir à cet égard.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: G. Amey

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES EXTÉRIEURS
de la
RÉGION PARISIENNE

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X*

Tél. : TRUDAINE
99-40 à 99-43
Inter 33

Adresse Télégraphique
NAFERNORD

Paris, le 27 FEV 1942

19

in Colomandel 27/2/42
Monsieur le Chef du Service du Contentieux,

V. R.

N.R.: Ex.N. Serp. E. 31

J'ai l'honneur de vous informer que pour pallier la pénurie de carburant, les Services Extérieurs de la Région Parisienne, chargés des services de factage et de camionnage dans Paris, ont été amenés à créer dans divers quartiers de Paris des dépôts de colis au départ desquels les colis amenés des gares d'arrivée par camions sont livrés à domicile par voitures à bras.

Actuellement, 9 dépôts sont ouverts: 3 sont installés dans des locaux déjà occupés par le Chemin de Fer (bureau de ville de Paris-Longchamp, 20, rue de Longchamp - bureau de ville de Paris Ecole de Médecine, 4, rue Antoine Dubois - gare de Paris Orsay) et les 6 autres, aux adresses suivantes: 10, rue Villebois Mareuil, 49, faubourg du Temple, 30, rue Faidherbe, 50, rue Raynouard, 17, rue du Moulin Joly, 16, rue du Champ de Mars. Nous avons l'intention, dans les semaines qui vont suivre, de porter le nombre de ces dépôts à une quinzaine.

Jusqu'à présent nous n'avons fait aucune formalité auprès de l'Administration Préfectorale pour régulariser l'ouverture et le fonctionnement des 6 dépôts précités.

Je vous serais reconnaissant, dans ces conditions, pour nous permettre de nous mettre en règle vis-à-vis de la Préfecture de nous faire connaître les formalités qu'il y aurait lieu, le cas échéant, d'accomplir en ce qui concerne aussi bien les dépôts déjà en fonctionnement que ceux qui seront ouverts ultérieurement.

Le Chef de la Division Commerciale,

B. Guillemin

Noli

Les différents dépôts de colis à organiser dans Paris seront au point de vue fiscal considérés comme des annexes des Gares ou des bureaux de ville.

Ils seront donc imposés au droit proportionnel de patente, d'après leur valeur locative, exprimée par le montant du loyer porté au bail.

Celle Le montant de l'impôt est déterminé en divisant par 50 cette valeur locative & en multipliant le quotient par les centimes de franc patente (Patente, Taxes sur les Patentes, etc.).

Le contrôleur constatera l'existence des bureaux soit au cours de son recensement soit par les déclarations que sont tenus de lui faire les propriétaires

des vêtements batis, entre les 1^{er} et
le 15 octobre de chaque année. (art. 353 C.C.D.)

3 Mars 1942

2-9. 1942

V. Cour et Etat 20 oct. 41. 9 P. 28 fév. 42

(Société)

un commerçant, marchand de porcs en gros, poursuivi pour avoir rendu de la viande de bœuf, en retenant que les statuts locaux autorisaient tout commerce comme à celui des porcs.

Il est vrai que, vers la même époque, (27 janv. 1941) le Trib. corr. de Yante, condamnait à 25 fr. d'amende avec sursis un boucher qui avait étendu son commerce en vendant de la viande de porc, article qu'il ne tenait pas avant le décret. (V. les 2 décisions à la J.P. 41. 1. 252).

Bien entendu, il n'y a pas extension de commerce, lorsque le commerçant n'a fait que développer, sans la créer, une branche de son commerce, qui existait avant la guerre, même si elle avait été peu importante (V. en ce sens jugem^t du Trib. corr. de Talaix du 21 févr. 41 f. g. du Pal. 41. 1. 305 - qui a ajouté que le décret du 9 sept^r 1939, étant un texte exceptionnel, doit être appliqué stricto sensu).

Lorsque la L. 4 CT. adapte, pour l'exécution de ses services de fauchage et de camionnage, des modalités ~~d'exécution~~ différentes de ce qu'elles étaient antérieurement, elle ne fait qu'adapter ses moyens aux circonstances. Elle n'étend pas, en faisant de la livraison à domicile, le cercle de ses activités, puisque le Calvès des Charges lui en fait l'obligation; elle assure simplement l'exécution de cette obligation qu'elle ne pourrait remplir par les procédés utilisés jusqu'ici.

63-8-42

Note

sur la jurisprudence en matière de délit
d'extension de ~~fonds~~ de commerce

(décret du 9 septembre 1939)

à l'occasion de l'ouverture d'un commerce nouveau.

Par deux jugements en date du 27 sept^{bre} 1940 (J. P. 40.2.117)
le Tribunal corr. de la Seine avait décidé qu'un commerçant ne
pouvait sans autorisation exploiter, après le décret du 9 sept^{bre} 1939,
une branche de son commerce qu'il n'exploitait pas en fait avant cette
date, même si l'acte d'acquisition de son fonds (antérieur au décret),
mentionnait l'exploitation de la branche en cause.

Cette jurisprudence paraît devoir être approuvée; les commerçants
intéressés ne pourraient, en effet, invoquer des droits acquis, puisque,
avant le 9 sept^{bre} 1939, tout individu avait, en principe, le droit
d'entreprendre librement un commerce quelconque.

Par un jugement du 18 janvier 1941, le Tribunal de la Seine
revint cependant sur sa jurisprudence antérieure et acquitta